

ASSISES DU RECA SUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE



Il s'agissait en réalité moins d'assises que d'un colloque, voire même un ensemble de témoignages et conseils individuels. Cet événement organisé par le RECA (Réseau des Écoles de Cinéma d'Animation) avait pour but de "répondre aux nombreuses questions posées autour de l'accompagnement des jeunes diplômé·es". Censé être un regroupement de l'ensemble des acteurs de la filière, on retrouvait surtout dans le panel quelques studios et écoles choisis, et aucun·e représentant·e syndicale, ni côté patronat, ni côté salarié·es, pour pouvoir débattre de solutions réelles à court et long terme pour aider à l'insertion professionnelle des alumni. Contrairement aux Assises du RECA sur le stage en 2023, cette nouvelle édition centrée n'aura pas amené de réponses concrètes, et aura éludé les problèmes dans le secteur qu'on retrouvait déjà au premier événement.

Pourtant, l'introduction rappelait bien la crise économique, financière, politique et sociale que traverse le secteur, avec les chiffres du CNC et d'Audiens déroulant la réalité de notre situation en tant qu'industrie (avec des chiffres datant de plus d'un an). Ont ainsi été rappelées les origines de cette crise, de la dotation budgétaire de FTV et des recettes publicitaires des chaînes privées en baisse, à la réduction de l'activité de prestation pour les USA, qui a également chuté après un boom de 2018-2022.

On a pu ainsi découvrir que le coût horaire de production d'animation augmente depuis 10 ans, contrairement à nos salaires et que la masse salariale tout autant que le nombre de salarié-es avaient gravement diminué pour les CDDU entre 2022 et 2024 (les chiffres de 2025 seront présentés par Audiens aux RADI-RAF). On parle de -15% pour la première et de -11% pour la seconde. Le nombre d'heures déclarées par les CDDU a également pris un coup, perdant jusqu'à -25%. Quant aux primo-entrant-es (personnes réalisant pour la première fois leurs heures d'intermittence), on observe une baisse de 45% entre 2022 et 2024, du jamais vu !

Christine Mazereau, qui représente le RECA, a tiré la sonnette d'alarme : les écoles ne cessent d'alerter sur les difficultés des diplômé-es à trouver un emploi. Est-ce uniquement dû à la crise que nous traversons, ou la source est-elle ailleurs ? Les trois panels ont pu partager leurs sentiments, points de vue et solutions, mais celles-ci n'ont été qu'individuelles, et largement subjectives, surtout pour les studios.

Il n'aura en parallèle jamais été question des groupes possédant chacun plus d'une dizaine d'écoles dans le pays (Brassart, E-Art Sup, ESMA, MJM Graphic Design, ECV) qui produisent des diplômé-es à la pelle, ni du label du RECA, qui en l'état n'apporte finalement qu'une transparence toute relative sur l'insertion professionnelle réelle de chaque école. Le CNC avait pourtant demandé au RECA, notamment via le discours de son président Gaëtan Bruel lors des RADI-RAF de 2025, de tenir ce rôle de régulateur avec le label. Nous avons pourtant pu vérifier que les sites webs de la trentaine d'établissements labellisés ne sont pas à jour et affichent, soit d'anciens pourcentages d'insertion datant d'avant la crise, soit des chiffres incluant tous les cursus, animation et au-delà, voire tous les campus sans différenciation, soit carrément aucun chiffre.

Le RECA a rappelé que le nombre de diplômé-es des écoles du réseau était passé de 1014 en 2022 à 1269 en 2025, soit une augmentation de 255 personnes. Forcément, l'intégration de la crise que traverse le secteur n'a pas pu être prise en compte immédiatement, ne serait-ce que du fait de la durée des cursus (3 à 6 ans, si on compte une année de prépa). Le nombre de diplômé-es a donc continué à augmenter alors même que l'emploi se réduisait d'année en année.

Le premier panel donnait la parole à plusieurs diplômé-es de diverses écoles du privé comme du public, de ces deux dernières années. Bien qu'expliquant que s'intégrer dans le secteur n'était pas simple, ces témoignages individuels n'ont pas questionné l'origine de ces difficultés ni proposé de nécessaires modifications pour améliorer la situation. Il aurait de toute façon été difficile pour ces alumni de témoigner librement sur leur parcours et leurs difficultés d'insertion professionnelle quand elles avaient en face d'elles leurs ancien·nes directeurices d'écoles et certain·es potentiel·les employeur·euses. Nous aurions pu aborder la difficulté de s'insérer professionnellement en étant jeune parent, ou en retour de congé parentalité, puisque l'une des participantes au panel avait accouché il y a moins d'un an. Nous aurions également pu parler des difficultés concrètes à accéder à l'emploi, qui est plus précaire, du recrutement en copinage, du ghosting, mais il aura fallu attendre que dans le public, une ancienne étudiante de l'école Georges Méliès prenne la parole pour crever l'abcès.

Elle a pu partager avec émotion son propre ressenti et son mal-être vis-à-vis d'un discours culpabilisant envers les étudiant·es, qui ne feraient pas assez d'effort pour s'insérer professionnellement, alors qu'il n'y a tout simplement pas assez de place pour tout le monde et que les écoles ne préviennent pas assez leurs élèves de la précarité et instabilité professionnelle qui les attend. Elle a rappelé que nombre de sortant·es d'école étaient forcés·es d'abandonner l'animation avant même d'avoir démarré leur carrière, parfois avec un prêt étudiant à rembourser.

La réponse du RECA a été des plus condescendantes, intimant la jeune femme à écouter les conseils qu'on lui donne, à venir aux événements organisés par le réseau, sans jamais entendre son témoignage mais illustrant finalement l'individualisation du problème et de la solution : c'est aux diplômé·es de se donner à 200%, comme si ces dernier·es n'étaient pas déjà motivé·es à trouver un emploi dans leur secteur professionnel. Un représentant du SNTPCT a pu en parallèle poser une question au panel, sur leur prêt étudiant et leur endettement une fois diplômé·es. Il a également demandé aux alumni présents s'ils avaient eu des cours sur la Convention collective et l'intermittence, question à laquelle seule l'une des cinq personnes présentes a répondu par la positive.

Des membres du public, dont des représentant·es de studios, ont pu prendre le micro et rappeler certains paradoxes du milieu, qui veut faire de la place aux jeunes diplômé·es mais pousse dès lors à un turn over constant et donc à des carrières courtes. Certains soulèvent aussi le problème de la qualité attendue des compétences des sortant·es d'écoles, qui n'a cessé d'augmenter ces dernières années, rendant le milieu d'autant plus compétitif. D'autres précisent enfin que les écoles se sont développées avec l'aide de France 2030 à un moment où l'animation française battait son plein sans réfléchir au long terme. L'écosystème des écoles, notamment privées, était cela dit déjà saturé même à cette période. Plusieurs prises de parole dans le public ont demandé la mise en place de plans concrets, de solutions applicables au secteur, qui n'ont pas été proposées lors des discussions qui ont suivi.

Le second panel, dédié aux écoles, privées comme publiques, a commencé sur la présomption que l'insertion professionnelle revenait à accéder à un emploi stable. Sachant que les postes en CDDU, de quelques semaines à quelques mois, représentent 84% des salarié·es, qui ne bénéficient que d'une allocation chômage de maximum 12 mois, pour la stabilité, ce n'est pas encore gagné. IIM et VFX Workshop ont expliqué qu'ils s'adaptaient aux besoins et aux outils, au-delà de l'animation, pour favoriser l'insertion professionnelle de leurs élèves, incluant donc des partenariats avec l'armée pour le premier et des intervenant·es en storyboard par IA pour le second. L'ensemble des écoles présentes ont également donné des conseils sur comment construire son réseau, d'abord via ses camarades et professeur·es, puis avec les alumni pour poursuivre l'entraide après le diplôme. Il a également été rappelé que des associations régionales organisent des événements pour faire se rencontrer étudiant·es et professionnel·les, comme le Forum Écoles Studios par Noranim à Roubaix (auquel nous participerons cette année) et les Jeudis de l'anim à Montpellier.

La moindre critique émanant du public est prise personnellement par les représentant·es des panels, ainsi que par le RECA, voire par d'autres membres du public, qui défendent leur propre école ou studio, rendant les discussions quelque peu stériles. Les conseils donnés sont très subjectifs, puisque dépendant de la taille, de la localisation, des types de production des studios. Il y avait pourtant des questions plutôt évidentes à poser et à débattre pour y trouver des solutions : comment trouver un équilibre entre le nombre de diplômé·es et les emplois disponibles ? Comment encadrer le nombre d'écoles privées existantes et soutenir mieux les écoles publiques ? Pourquoi ne pas mieux former les élèves à la réalité du marché de l'emploi en école ? Comment lutter pour rendre le recrutement plus juste et moins dépendant de la chance, des boy's clubs et du pur réseau ? Pourquoi ne pas réguler le nombre d'élèves par école avec un numerus clausus ?

Il a bien été rapidement question, lors du panel studios, de l'équité des chances, qui doit dépasser les bonnes relations avec quelques écoles, pour donner leur chance en stage à des profils plus diversifiés mais tout aussi talentueux, mais rien n'a été proposé ou discuté pour aller en ce sens. Certains ont également proposé d'augmenter la durée de conventionnement des stages, mais cela risque de créer une compétition entre les promotions déjà terminées et celles en cours de cursus. Les studios présents disent prioriser les stagiaires qui en ont besoin pour valider leur diplôme (ce qui n'est pas le cas pour toutes les écoles) et qui sont en dernière année. Tous renvoient la balle vers une solution gouvernementale ou dépendante des syndicats qui ne serait donc pas de leur ressort. Comme quoi, il aurait été utile d'inviter les syndicats patronaux et de salarié·es pour bénéficier d'échanges peut-être plus concrets.